

MANAGER

Le marché du travail en France est plus réactif que d'autres; interview

316 mots

26 avril 2010

La Tribune

TRDS

34

Français

(c) 2010 La Tribune. Not to be redisseminated except as permitted by your subscriber agreement.

Marion Cochard, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (**OFCE**).

Quelle est la situation du marché de l'emploi en France ? Nous assistons aujourd'hui à une très légère reprise des intentions d'embauches en CDD courts et en intérim selon l'Acoss (*). La situation de l'emploi en France restera cette année encore dégradée. On ne peut espérer une stabilisation du marché de l'emploi qu'en 2011 au plus tôt. Nous sommes arrivés à un nouveau tournant : à savoir la cohabitation d'une baisse des emplois durables et d'une stabilisation, voire une légère hausse des CDD courts et de l'intérim. Car la crise est plus violente et plus longue que les précédentes.

Peut-on parler de chute des CDI ? Il est trop tôt pour dire si les entreprises vont favoriser durablement d'autres contrats de travail pour disposer d'un volume d'emplois plus flexible. Pour l'heure, elles ont peu de visibilité et l'Acoss montre que, en deux ans, le CDI a régressé. Au quatrième trimestre 2009, les CDI représentaient 15 % des intentions d'embauches, contre 19 % en 2007 sur la même période. Les CDD de moins d'un mois étaient majoritaires en 2009, avec 63 % des embauches, contre 58,5 % fin 2007.

Comment peut-on qualifier notre marché du travail ? Les indicateurs de flexibilité du travail de l'OCDE décrivent un marché du travail français plutôt rigide, notamment pour les CDD. Mais les études réalisées sur le sujet (dont celle de l'**OFCE** en octobre 2009) montrent qu'il est plus réactif que d'autres marchés européens. Pendant la crise, l'Hexagone a ajusté plus rapidement ses volumes d'emplois que l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Propos recueillis par C. B.

(*) Agence centrale des organismes de Sécurité sociale.



Marion Cochard

DR

DR

406632

Document TRDS000020100425e64q0000s



Économie

Interview; "Sans dysfonctionnement de l'UE, il n'y aurait pas d'affaire grecque"

Catherine Maussion

969 mots

27 avril 2010

Libération

LBRT

15

9006

Français

Copyright 2010. SARL Libération. All Rights Reserved.

L'économiste Jean-Paul Fitoussi regrette que l'Europe ait laissé la main aux marchés :

Quand l'odyssée de la Grèce va-t-elle finir ? Hier, la spéculation a repris contre la dette d'Athènes et les taux ont battu un nouveau record. Ce pays lourdement endetté aurait pu espérer un répit. Vendredi, Georges Papandréou, le Premier ministre grec, s'était en effet résolu à demander l'activation du plan de soutien élaboré par l'Union européenne, pour un apport de 30 milliards d'euros, avec le concours du Fonds monétaire international (FMI) pour 15 milliards. Mais les négociations en cours pour obtenir de la Grèce de nouvelles purges dans ses dépenses sont surveillées de près par l'Allemagne, pas ravie d'avoir à ouvrir son porte-monnaie. Hier pourtant, Angela Merkel, la chancelière allemande, a assoupli son attitude : "Je le dis clairement, l'Allemagne va aider [la Grèce, ndr] si les conditions sont remplies." Il y a urgence. Athènes a besoin de 10 milliards d'euros avant la fin mai pour faire face à des échéances de remboursements. A quand le tour du Portugal où la spéculation a repris, faisant flamber les taux d'intérêt ? Explications de Jean-Paul Fitoussi, président de l'**OFCE**, l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Pourquoi la Grèce est-elle à nouveau en difficulté alors qu'elle est sur le point d'être aidée ?

Il faut bien comprendre l'esprit des marchés. Les attermoissements de la zone euro, et surtout le quasi refus de l'Allemagne de s'engager vis-à-vis de la Grèce, rendent d'autant plus vulnérable la situation de celle-ci. Les marchés - dont la vocation est de spéculer - ont compris que l'Allemagne se sert de cet épisode pour contraindre les pays européens à entrer dans les clous du pacte de stabilité, c'est-à-dire à réduire leurs déficits. La leçon, semble-t-il, est entendue. Tous les pays se mettront à la diète. Le cas grec sert ici d'épouvantail.

Athènes peut-elle faire banqueroute, comme le pointaient hier des commentateurs en Allemagne ?

Si on prête à ce pays à 5%, le risque de défaillance est nul. Mais si on l'endette au taux de 10%, ce risque devient réel. Cela est vrai pour chacun, même l'Allemagne. La question, c'est combien de temps on va faire durer le calvaire de la Grèce ? Combien d'années va-t-on la garder sous tutelle, et l'obliger à pratiquer une politique de réduction drastique des dépenses publiques ? Il faut avoir conscience, et les Grecs l'ont compris, que la tutelle européenne va s'accompagner d'une réduction très forte du bien-être grec. Déjà, Athènes s'est engagée à faire baisser son déficit de 4 points de PIB en 2010, ce qui est considérable. Le problème et la chance de la Grèce, c'est que c'est une démocratie, la population est libre de refuser la tutelle allemande, telle qu'elle s'exprime ces derniers jours. Mais que se passera-t-il alors ?

C'est le scénario du pire...

La vraie question, c'est l'intensité de l'effort budgétaire que l'on va demander. S'il est insoutenable, les Grecs le refuseront. L'intelligence européenne sera de comprendre les limites supportables par la population de cette économie développée, alors que toute l'Union est plongée dans une situation de crise globale. L'attitude par rapport à Athènes ne dépend pas de la seule politique interne allemande. On nous dit qu'il va y avoir des élections en Allemagne dans moins d'une semaine. Attendons. Nous y verrons plus clair.

A quand le tour du Portugal et de l'Espagne ?

Quand le cas grec sera résolu, il ne faut pas se leurrer, ce sera le tour d'autres pays. L'Europe est si lente à se mettre en marche qu'elle laisse le champ libre aux marchés financiers. Et il y aura toujours un maillon faible. Aux Etats-Unis, il y a une vraie solidarité budgétaire. C'est elle qui évite à la Californie de faire faillite. Pas dans la zone euro où, faute de solidarité, on confie en quelque sorte la mission de sanction aux marchés ! Cela signifie que chaque pays est seul face à la spéculation. Avec toutefois quelques curiosités. Pourquoi les marchés n'attaquent-ils pas l'Irlande, plus mal en point que la Grèce, même en tenant compte de ses mensonges sur ses comptes ? Parce que c'est un havre - fiscal - pour les capitaux. Athènes n'a pas cette carte-là.

Que dit la crise grecque sur le fonctionnement de l'UE ?

Il y a surtout dans le cas grec le symptôme du dysfonctionnement de la construction européenne. S'il n'y avait pas eu d'atermolements à propos du sauvetage, il n'y aurait pas eu d'affaire. Nous constatons surtout un fait : c'est la zone la plus vertueuse en matière budgétaire - la zone euro - qui paie le plus lourd tribut à la crise. Cette crise illustre le fait que la vertu n'est pas toujours récompensée et surtout que l'économie n'a rien à voir avec elle. Le cas européen pose ce problème fondamental : on peut sauver une banque qui a failli, on peut sauver une entreprise en déroute, mais on ne peut sauver un peuple dont le gouvernement a failli. Cela en dit long sur l'état de confusion mentale où se trouve le système dans lequel nous vivons. Nous sauvons les banques - parfois à fonds perdus - qui nous ont conduits dans le précipice, et là, on fait toute une histoire pour prêter à la Grèce alors qu'on est sûr de récupérer notre argent, intérêts et capital !

LI20100427334.xml

Document LBRT000020100427e64r0000z